

# Le prix de la pomme de terre enfin abordable ?

Page 2

# LE JOUR

## D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4300 - Lundi 16 octobre 2017 - Prix : 10 DA

Plus haut village de Kabylie

## Tifardoud lauréat du concours du village le plus propre

Page 24

Avec une facture d'importation de plus d'un milliard de dollars/an

## Les carburants algériens en attente pressante de raffineries

Page 3

### Pour Erbil, à la fois l'indépendance et Kirkouk ?

Par Mohamed Habili

**E**n Irak, il est désormais si peu question de Daech, pourtant encore présent dans certaines zones, que s'il y a une bataille en perspective, ce n'est pas contre lui qu'elle se fera, mais entre les forces armées irakiennes et les peshmergas, et en premier lieu pour le contrôle des réserves d'hydrocarbures de la province de Kirkouk, les plus importantes du pays. Ces dernières heures, les premières ont avancé vers les seconds, qui ont reculé, mais pour camper sur des positions qu'ils disent avoir reçu l'ordre de défendre coûte que coûte. La médiation américaine a peut-être été pour quelque chose dans le fait qu'aucun incident regrettable ne se soit encore produit, mais cela s'explique davantage par la répugnance marquée des deux camps à se faire la guerre. L'armée irakienne n'a nulle envie de faire couler le sang d'une partie de sa population, a déclaré le Premier ministre irakien, Haider El Abadi, qui n'entend pas pour autant céder aux séparatistes kurdes, dont il rejette aussi bien la proclamation d'indépendance que les prétentions sur Kirkouk. Les peshmergas, il faut bien le dire, ne montrent pas eux non plus une grande disposition à repousser les forces relevant de Bagdad, pour le cas où celles-ci s'avisaient de franchir les lignes rouges qu'elles leur ont tracées, ou qu'eux-mêmes ont pour obligation de tenir quoi qu'il advienne.

Suite en page 3

Près de 320 000 logements en souffrance

## L'AADL remplacée par une nouvelle formule ?



Dans l'objectif de diversifier l'offre et de satisfaire la demande, une nouvelle formule destinée à la location de logements sera introduite. M. Temmar a indiqué que le marché locatif, qui est souvent un segment occulté, devrait faire l'objet d'une réflexion et d'étude pour diversifier l'offre de logements.

Lire page 2

Vatican

## Dix-neuf religieux catholiques assassinés en Algérie seront béatifiés

Page 4

Festival international de musique symphonique

## Des extraits de «La Traviata» présentés en ouverture

Page 13

Près de 320 000 logements en souffrance

# L'AADL remplacée par une nouvelle formule ?

■ Dans l'objectif de diversifier l'offre et de satisfaire la demande, une nouvelle formule destinée à la location de logements sera introduite.

M. Temmar a indiqué que le marché locatif, qui est souvent un segment occulté, devrait faire l'objet d'une réflexion et d'étude pour diversifier l'offre de logements.

Par Meriem Benchaouia



La réalisation des différents programmes de logements en Algérie accuse d'énormes retards. Tous les segments sont en souffrance, que ce soit l'AADL, le LSP, le LPP, social, etc. Sur un total de logements en projet, tous types confondus, seuls quelques-uns sont achevés et la plupart ne sont pas encore distribués. Cette situation ne cesse de provoquer la colère des milliers de bénéficiaires de ces logements. En effet, plusieurs chantiers demeurent inachevés à travers le territoire national. Des milliers de logements qui devaient être réceptionnés il y a des années, selon les délais contractuels fixés par les maîtres d'ouvrages dans de nombreuses wilayas, sont en stagnation. S'exprimant sur les ondes de la Radio nationale, le

ministre de l'Habitat, Abdelwahid Temmar, a dévoilé que les chantiers de près de 320 000 logements n'ont pas encore démarré ou sont actuellement en souffrance. «Il s'agit surtout de l'AADL et le logement social locatif. Nous n'avons pas beaucoup de difficultés pour le LPP. Nous voulons éviter les retards dans les chantiers et nous insistons sur la qualité. Nous allons lancer les concours et sensibiliser les architectes. Tous les logements sont identiques à travers l'Algérie. Il faut travailler sur la richesse locale en matière de culture et de besoin», a-t-il expliqué. Selon lui, les programmes qui sont en retard se trouvent principalement dans les wilayas d'Ain Deïfla, Mascara et Tébessa. Il s'agit de 138 000 logements pour l'AADL, 100 000 pour l'habitat rural, 28 000 pour le LPA,

20 000 pour le LPL et 16 000 pour le LPP. «Les chantiers pour la construction des 320 000 logements doivent être lancés dans les meilleurs délais, tous programmes confondus. Dans toutes les wilayas, nous essayons de voir avec les maîtres d'ouvrages ce qui bloque. En un mois déjà, les travaux ont débuté pour 80 000 logements. Cette contrainte doit être évacuée avant la fin de l'année pour s'attaquer au programme de 2018», a-t-il dit. Il a annoncé, dans ce sens, que tous les projets à l'arrêt seront relancés. Le ministre a ajouté que la priorité de son département «est de lancer tous les programmes qui n'ont pas connu un début de travaux. Le logement reste la priorité de l'Etat et 2018 sera une année riche en programmes». Il a assuré que l'Etat respectera ses

engagements et les personnes qui ont payé et reçu l'ordre de versement auront leurs appartements. Par ailleurs, le premier responsable du secteur a affirmé que pour 2018 le programme de construction du ministère prévoit également «le lancement de 120 000 logements location-vente, la distribution de 80 000 aides au logement de type formule rurale, ainsi que la construction de 70 000 logements de type LPA».

## Introduction prochaine d'une nouvelle formule destinée à la location

Dans l'objectif de diversifier l'offre et de satisfaire la demande, une nouvelle formule destinée à la location de logements sera introduite dans le marché locatif. M. Temmar a indiqué que le marché locatif, qui est souvent

un segment occulté, devrait faire l'objet d'une réflexion et d'étude pour diversifier l'offre de logements, indiquant toutefois que son secteur œuvre à étudier tous les segments qui peuvent apporter un plus pour la diversification de l'offre en matière d'habitat. «La nouvelle formule dédiée à la location est la mieux indiquée du fait que la charge financière du Trésor public sera allégée», s'est-il engagé. Concernant la formule de Logement participatif aidé (LPA), suspendue depuis 2012, le ministre a indiqué que ce dispositif serait relancé avec de nouvelles conditions et plus de garanties dans l'objectif de diversifier l'offre et de satisfaire la demande. Selon lui, cette formule permettra à la classe moyenne d'accéder au logement tout en réduisant la tension sur les autres formules comme l'AADL, LSP et LPP. Il a, toutefois, relevé l'importance de faire un état des lieux approfondi par rapport à ce qui a été réalisé dans le cadre de cette formule, d'identifier les insuffisances en vue d'apporter les correctifs nécessaires avant d'envisager un retour à ce dispositif. «Le dossier du LPA doit être épuré de toutes les carences et les lacunes qui avaient amené les pouvoirs à geler cette formule», a indiqué le ministre, ajoutant que son département ministériel a réuni récemment des experts et responsables du secteur pour examiner les conditions d'une relance du LPA mais sous une nouvelle forme. Sur la question des recours des souscripteurs de l'AADL, il a indiqué qu'ils avaient été traités, ajoutant qu'il a même ouvert une page facebook pour répondre et s'informer des problèmes des citoyens concernés par cette formule.

M. B.

Déstockage d'un million de quintaux

## Le prix de la pomme de terre enfin abordable ?

Après avoir surmonté un tant soit peu les prix de la pomme de terre qui connaissent une augmentation vertigineuse depuis quelques semaines, le gouvernement a procédé au déstockage, hier, d'un million de quintaux de pomme de terre. Les prix de la pomme de terre connaissent une augmentation vertigineuse au même titre que les prix des fruits et légumes et des autres produits de large consommation. Dans tous les marchés et autres points de vente, le prix du kilogramme de pomme de terre varie entre 70 et 80 DA. Dans certaines localités, il a atteint la barre des 100 DA. En l'absence d'une planification et d'un suivi de la commercialisation des fruits et légumes, les prix de ces derniers restent toujours inabordables. Aujourd'hui, malgré ce déstockage, les prix de la pomme de terre ne cessent d'augmenter. Une tendance haussière qui perdure dans le temps. En plus de sa cherté, la qualité de la pomme de terre

déstockée reste plutôt moyenne, sinon médiocre.

Selon un communiqué du ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, l'opération de déstockage a été lancée pour la période de soudure octobre-novembre 2017 dans le cadre de la régulation de la filière de la pomme de terre à travers les opérateurs stockeurs encadrés par l'Office national interprofessionnel des légumes et viandes (Onilev), précise la même source. Selon les prévisions de ce département, la hausse des prix trouvera sa solution dans le déstockage d'importantes quantités.

Les augmentations de son prix n'ont pas lieu d'être puisque une croissance soutenue de la production nationale de la pomme de terre a été enregistrée, passant de 2,6 millions de tonnes en 2009 à 4,8 millions de tonnes en 2016, selon le ministère de l'Agriculture. Au contraire, on devrait enregistrer une grande baisse en cette période.



«Cette croissance de la production a permis d'assurer une disponibilité du produit sur le marché national le long de l'année, et ce, grâce aux efforts des producteurs, à l'encadrement public et au soutien financier accordé par l'Etat», note le communiqué.

Pour rappel, le dispositif de stockage pour la période de soudure intersaisons a été mis en place il y a quelques années par le ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, en vue de stabiliser l'approvisionnement du marché et la préservation des revenus des

producteurs de pomme de terre de consommation. La superficie réservée à la production de pomme de terre est passée de 105 000 ha en 2009 à plus de 150 000 ha actuellement. Il est prévu de passer à une production de six millions de quintaux à l'horizon 2019, prévoit le département de l'agriculture.

En ce sens, les dysfonctionnements déplorés dans le marché de la pomme de terre persistent encore. Les ministères du Commerce et de l'Agriculture s'accusent mutuellement et se renvoient la balle.

Cependant, force est de constater que les spéculateurs continuent de gérer à leur guise le marché de la pomme de terre et de saigner les ménages. Au bout du compte, le citoyen continue de subir les effets et les troubles du marché de la pomme de terre et d'autres produits. L'Etat semble éprouver toutes les difficultés du monde à faire face à ces spéculateurs.

Louiza Ait Ramdane



Avec une facture d'importation de plus d'un milliard de dollars/an

# Les carburants algériens en attente pressante de raffineries

■ *Equivalant à plus d'un milliard de dollars, l'Algérie importe annuellement un volume de 3,5 millions de tonnes de carburants pour répondre à la demande nationale fortement en croissance ces dernières années, tant au profit des besoins des entreprises que pour satisfaire ceux de son parc automobile dépassant les 8 millions de véhicules. Un paradoxe déploré par tous, dans la mesure où le pays avec une production de quelque 68 millions de tonnes de pétrole annuellement, le plaçant à la 3<sup>e</sup> place du Top 10 des pays africains producteurs de pétrole, après le Nigeria et l'Angola et à la 18<sup>e</sup> place au plan mondial.*

Par Lynda Naili

En l'absence d'une vision claire et clairvoyante qui vient à peine de se dégager, avec la décision de réalisation de nouvelles raffineries en sus de la réhabilitation de celles existantes, la problématique de production des carburants et celle de l'autosuffisance en la matière est un paradoxe auquel fait face le pays depuis des années en exportant le pétrole pour ensuite racheter les différents produits dérivés payés à coup de milliards à l'importation.

Selon les derniers chiffres communiqués par le ministère de tutelle, l'Algérie qui importe annuellement 3 millions de tonnes d'essence et de gasoil pour une facture de près de deux milliards de dollars, consomme aujourd'hui près de 15 millions de tonnes de carburants routiers. Une quantité que le pays est largement en mesure de produire si la décision de construction de raffineries avait été prise bien avant, ce qui aurait fait économiser au pays une perte inestimable en devises.

Une perte qui s'est fait ressentir notamment depuis l'incertitude et la dégringolade des prix du pétrole il y a plus de quatre ans, poussant ainsi enfin les pouvoirs publics d'abord à la rénovation des raffineries existantes et en parallèle à la réalisation de nouvelles. L'objectif étant de justement en finir avec l'importation des produits pétroliers qui désormais s'avèrent onéreux. Ainsi, pour répondre à cette demande en croissance continue, l'Etat a décidé de la réalisation de deux autres nouvelles raffineries, l'une à Hassi



P.M.D.R.

Messaoud et l'autre à Tiaret, d'une capacité de production de 5 millions de tonnes annuellement chacune. Ce qui fera porter les capacités de l'outil national de raffinage à une capacité globale de 40 Mt/an à l'horizon 2021. Lequel volume permettra, d'une part, de combler le déficit de 3,5 millions de tonnes de carburants actuellement importé et donc d'assurer l'autosuffisance en matière de carburants, mais pas que puisque l'exportation de ces produits est envisagée à partir de 2020. Faut-il noter à ce propos, que Nourddine Bouterfa, ancien ministre de l'Energie du gouvernement Abdelmalek Sellal, avait annoncé en 2016 que «le pétrole et le gaz ne seront plus importés à partir de 2019».

En somme, dans l'attente du lancement prochain des avis

d'appels d'offres pour la réalisation des raffineries de Hassi Messaoud et de Tiaret, lors d'une visite d'inspection effectuée avant-hier sur le chantier de rénovation de la raffinerie de Sidi R'zine-Alger, située à Baraki, Abdelmoumen Ould Kaddour, P-DG de Sonatrach, a souligné l'impératif du respect des délais pour l'achèvement de ladite raffinerie dont la mise en service a été annoncée pour début 2018. Pour rappel, la raffinerie d'Alger devrait voir sa capacité de production en gasoil passer de 737 000 tonnes/an à 1,18 million de tonnes/an, et une capacité de production d'essence passer de 400 000 t/an actuellement à 1,3 million de tonnes/an et celle du GPL de 88 700 t/an à 270 000 t/an. Ses capacités de stockage de carburants devront aussi augmenter de 73%.

Pour rappel, concernant la réhabilitation de la raffinerie d'Alger, Sonatrach en novembre 2016 a signé avec le groupe China Petroleum Engineering and Construction (CPECC) un contrat de 45 milliards DA. Les délais de réalisation étant alors fixés à 21 mois, le projet, une fois opérationnel, devait augmenter de 35% les capacités initiales de raffinage de cette unité.

Outre, la rénovation de la raffinerie de Sidi R'zine-Alger, l'industrie nationale du raffinage qui compte actuellement six raffineries en cours d'exploitation, les deux autres projets de réhabilitation de raffineries ont été lancés en vue d'augmenter leurs capacités de production. Ces projets concernent la raffinerie de Skikda pour qui il est attendu d'augmenter sa production à 10% en portant sa capacité à 16,5 millions tonnes/an de pétrole brut, contre 15 millions tonnes/an actuellement. Pour ce qui est de la raffinerie d'Arzew, sa réhabilitation devra augmenter la capacité de traitement de 50%, la portant ainsi à 3,75 millions tonnes/an de pétrole brut contre 2,5 millions tonnes/an actuellement. Ainsi, selon les prévisions du ministère de tutelle, «ces programmes de réhabilitation des raffineries et de développement permettront de porter la capacité de traitement de brut de 27 millions tonnes/an actuellement à 60 millions tonnes/an à long terme». Un long terme pour lequel l'Algérie continuera encore malgré la crise et en dépit des augmentations annoncées par la loi de finances 2018 pour la consommation des carburants, à payer chèrement la facture.

L. N.

Louh

## Le gouvernement examinera «prochainement» un projet de loi relatif à la protection des données personnelles

Le ministre de la Justice, garde des Sceaux, Tayeb Louh, a annoncé hier que le gouvernement examinera «prochainement» un projet de loi relatif à la protection des données personnelles, et ce, dans le cadre du parachèvement de la mise œuvre du programme de réforme de la justice initié depuis 1999 par le président de la République. S'exprimant à l'occasion de la 14<sup>e</sup> session de l'Assemblée générale du réseau national des droits de l'homme à l'hôtel Aurassi, M. Louh a indiqué

que «dans le cadre de la stratégie de promotion des droits de l'Homme, le gouvernement examinera bientôt un projet de loi relatif à la protection des données personnelles, en parachèvement de l'arsenal législatif national dans ce domaine». Le projet de loi relatif à la protection des données personnelles vise à «garantir la non utilisation des données personnelles à d'autres fins, et à définir les principes à respecter lors du traitement et de la conservation des données». Le ministre a abordé

dans ce contexte le programme de réforme de la justice, initié depuis 1999 par le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, qui l'a placé «priorité nationale» dans le processus de réformes globales engagé dans le pays. Le ministre de la Justice a affirmé, dans ce contexte, que la dernière révision constitutionnelle dans le cadre de laquelle se dérouleront les prochaines élections locales, a permis d'élargir la participation des citoyens, non seulement dans le choix de leurs représentants

mais également dans la prise en charge directe de leurs préoccupations quotidiennes et des questions de développement local. M. Louh a souligné que cette révision «vient consacrer le processus démocratique et de nouveaux principes à même de consolider l'Etat de droit et mieux définir le principe de la séparation des pouvoirs, de l'indépendance de la justice, de la protection juridique et du contrôle de l'action des pouvoirs publics».

Hani Y./APS

### LA QUESTION DU JOUR

#### Pour Erbil, à la fois l'indépendance et Kirkouk ?

Suite de la page une

On le voit donc, la partie qui se joue en ce moment entre Baghdad et Erbil est sans précédent : deux armées obéissant à des commandements opposés et arrivant au contact l'une de l'autre, qui plus est l'une ayant pour mission de faire reculer l'autre, mais sans devoir pour cela faire usage de leurs armes. On peut douter que cette situation soit durable. Mais on ne peut pour l'heure exclure qu'elle le soit. Si d'aventure elle le devient, cela voudra dire que Baghdad et Erbil sont dans le fond d'accord pour que leur différend, portant sur le désir d'indépendance du second, se transforme en une sorte de désaccord sur le tracé de leurs frontières. Certes, le gouvernement central exige plus que le retrait des peshmergas de Kirkouk, comme de se faire livrer certains des symboles de l'autorité, que sont par exemple les aéroports et les frontières, mais force est de constater que ces sommations sont passées au second plan maintenant qu'il s'agit de reprendre le contrôle des plus importantes réserves de pétrole et de gaz d'Irak. Les Kurdes n'auraient-ils pas là une bonne monnaie d'échange entre les mains, qu'ils ne céderaient que contre ce qui est censé compter le plus à leurs yeux : l'indépendance, qu'ils ont d'ailleurs déjà proclamée ? Si tel était le cas, il ne serait évidemment pas dans leur intérêt de la céder trop vite, car alors Baghdad pourrait bien ne pas s'en contenter. Le problème, c'est qu'il n'est pas sûr qu'ils veuillent cette indépendance par-dessus tout, y compris donc sans la province de Kirkouk. Très clairement, ce qu'ils veulent c'est à la fois l'indépendance et les plus grandes réserves en hydrocarbures d'Irak. Ils veulent se séparer, créer leur propre Etat, et dans le même temps prendre le meilleur des ressources de l'Irak. A moins évidemment qu'ils sachent très bien que Baghdad n'accepterait jamais de se laisser dépouiller entièrement de Kirkouk, et de ses richesses, et qu'il faille par conséquent songer à les partager. Or il est une deuxième difficulté pour les Kurdes, et celle-là ce n'est pas tant Baghdad qui la leur crée que les Etats environnants, qui eux ne veulent pas entendre parler d'un Etat kurde, que Kirkouk soit ou non dans la balance.

M. H.

Vatican

# Dix-neuf religieux catholiques assassinés en Algérie seront béatifiés

■ Dix-neuf religieux et religieuses catholiques assassinés en Algérie dans les années 1990 par les hordes terroristes sont en voie de béatification par le Pape François, qui a entendu la cause défendue et portée par l'Eglise d'Algérie, rapporte le quotidien national «Reporters».

Par Saïd F.

La nouvelle de leur prochaine béatification a été confirmée par le Pape François, qui a reçu le 1er septembre dernier au Saint-Siège, l'archevêque d'Alger, Mgr Paul Desfarges, accompagné de Jean-Paul Vesco, évêque d'Oran, et du père Thomas Georgeon, postulateur en béatification auprès du Vatican à Rome, précise le journal. L'Eglise d'Algérie, les familles, religieuses et de sang, des frères et sœurs victimes du terrorisme



attendent que le processus de béatification, enclenché il y a 10 ans, s'achève avec la signature – procédure «en cours» – du décret de béatification par le Pape lui-même, ajoute le publication. «Nous pensons que nous allons vers une prochaine déclaration de cette béatification, disons, dans les mois qui viennent», espère Mgr Desfarges, qui veut voir dans cette grâce «le

chemin de la paix, de la réconciliation et du pardon» et qui souhaite qu'elle soit «prononcée sur le sol algérien, à Oran plus particulièrement, là où officiait l'évêque Pierre Claverie», assassiné en 1996. «Nous avons bien conscience que nos dix-neuf frères et sœurs martyrs ne sont qu'une toute petite goutte dans un océan de violence qui a vraiment meurtri l'Algérie pendant

une dizaine d'années, et nous ne pouvions pas penser à nos martyrs sans penser à tous les martyrs d'Algérie», a témoigné l'archevêque d'Alger, qui a confié au quotidien «Reporters» que le Pape François a dit «combien était vraie la souffrance que le peuple algérien a endurée». «Soyez très délicats car il ne faut pas blesser, il faut que l'évocation de ce souvenir soit une

occasion de se tourner vers l'avenir», a recommandé le Pape. Pour sa part, Mgr Vesco, évêque d'Oran, a indiqué, dans un entretien au quotidien français «La Croix», que «le Pape François sait que cette béatification peut être un message pour aujourd'hui, tout en comprenant que les plaies sont encore ouvertes et que cela ne doit pas se transformer en autocélébration de l'Eglise». Le journal «La Croix» rappelle que la cause de béatification des religieux et des religieuses assassinés en Algérie, arrivée à Rome en 2013 après une phase diocésaine entamée en 2007, avait déjà obtenu «le vote favorable des théologiens de la congrégation des causes des saints». L'archevêque d'Alger, Mgr Desfarges, a relevé que cette béatification est le témoignage du «martyr de dix-neuf hommes et femmes d'église qui ont donné leur vie à Dieu en même temps qu'elles la donnaient aux autres». «Une vie donnée à Dieu qu'ils ont vécue dans ce mouvement de don d'eux-mêmes aux habitants de ce cher pays qui est le nôtre, qu'est l'Algérie. Ils avaient créé des liens de fraternité, de proximité et au moment de l'épreuve, ils ne se sont pas retirés. C'est aussi cela un martyr, celui qui, devant l'épreuve, devant la violence, ne se retire pas, mais offre sa vie», a souligné Mgr Desfarges.

S. F./APS

Un moyen d'augmenter et diversifier la production fourragère

## Cap sur le développement pastoral

Le développement de la culture pastorale, menée par le haut-commissariat du développement de la steppe (HCDS) de la wilaya de M'sila, constitue l'objectif des prochaines campagnes de sensibilisation en direction des agriculteurs et des élus locaux afin de diversifier et augmenter la production fourragère à M'sila, a-t-on appris, dimanche, auprès des services de la wilaya. La culture pastora-

le, consistant à mettre en terre l'Atriplex, une espèce fourragère spécifiques aux régions steppiques à travers plusieurs communes de la wilaya de M'sila, est chapeautée, depuis plus de deux décennies, par le haut-commissariat pour le développement de la steppe, ont précisé les mêmes services. Sa réussite reste tributaire de l'adhésion des partenaires du HCDS, des éleveurs, des agriculteurs et des

élus locaux, d'autant que ces derniers sont les bénéficiaires de cette opération, car les espaces plantés seront après leur croissance, la propriété de la commune, a-t-on expliqué. Cette opération est une contribution du haut-commissariat du développement de la steppe qui a pour objectif la diversification et l'augmentation de la production fourragère dans la wilaya de M'sila, connue pour son élevage ovin et bovin, a-t-on

souligné. La production fourragère dans la capitale du Hodna, estimée à un million de quintaux de différents fourrages, est loin de satisfaire la demande des éleveurs de la wilaya, a-t-on insisté de même source. Ces mêmes services ont également souligné que cette opération, visant le développement pastoral, contribuera aussi à la création de périmètres irrigués exclusivement pour la production des

fourrages verts, afin de réduire, a-t-on expliqué, la consommation de fourrages secs. Plus de dix millions de quintaux de fourrages sont consommés annuellement par le cheptel de la capitale du Hodna qui s'éleve à plus de trois millions de têtes, a indiqué la même source, qui a ajouté que six quintaux sont consommés par bête mensuellement.

Hani Y.

Oran : ouverture d'un atelier de formation

## La question des genres dans les médias sous diagnostic

Un atelier de formation sur la question des genres s'est ouvert, dimanche à Oran, au profit d'une quinzaine de journalistes de la région Ouest du pays. La rencontre, d'une durée de quatre jours, est co-organisée par le ministère de la Communication et l'entité des Nations unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes ONU Femmes sous le thème «l'égalité des chances doit être effective». Elle vise à sensibiliser les journalistes sur les rôles sociaux et l'égalité entre les hommes et les femmes dans le secteur des médias en particulier et au sein de la société d'une manière générale. L'animatrice de cet atelier, M<sup>me</sup> Seloua Charfi,

enseignante à l'Institut de presse et des sciences de l'information de Tunis, a indiqué que l'objectif de cet atelier est la participation des médias dans la sensibilisation de l'opinion publique sur l'égalité des genres par l'utilisation des différents supports de la presse écrite et audiovisuelle. L'atelier vise également à sensibiliser les professionnels des médias sur la nécessité de diffuser les valeurs de l'égalité dans les contenus de leurs productions informatives et à créer des traditions pérennes au sein des organes de presse, a-t-elle ajouté. Le programme ONU Femmes vise à travers cette formation à permettre à une soixantaine de journalistes de dix wilayas d'ac-

quérir les connaissances et les techniques leur permettant de produire un discours médiatique exempt de stéréotypes sexistes.

Le ministère de la Communication et l'entité ONU Femmes ont programmé deux autres ateliers-formation régionaux à Constantine et Biskra, respectivement en novembre et décembre prochains.

H. Y.

Elections locales

### Le MEN participera avec 8 listes APW et 110 listes APC

Le MOUVEMENT de l'Entente nationale (MEN) prendra part aux élections locales du 23 novembre 2017, avec 8 listes pour les Assemblées populaires de wilaya (APW) et 110 listes pour les Assemblées populaires communales (APC), a indiqué dimanche le parti dans un communiqué. Le MEN a présenté «8 listes pour les APW et 110 listes pour les APC, et ce, dans différentes régions du pays», a précisé le communiqué du parti, qui a appelé ses candidats «à faire prévaloir l'intérêt national, à se rapprocher davantage des citoyens et d'être à l'écoute de leurs préoccupations et doléances». Par ailleurs, le parti a appelé les citoyens à «ne pas succomber aux appels de désespoir émanant de certaines parties voulant semer le doute et l'inquiétude dans leurs cœurs et la peur de l'avenir», rappelant que l'Algérie «a vécu des crises plus graves que la conjoncture économique actuelle mais s'en est sortie indemne et plus forte grâce à la mobilisation de tous les citoyens». Le MEN a mis en avant la nécessité de «resserrer les rangs, dépasser les différends en faisant preuve d'un sens élevé de citoyenneté et préserver les acquis nationaux dans le cadre de la sécurité et la stabilité».

Anis T.



Loukal à propos du pétrole moins cher

# «L'ajustement a préservé la stabilité économique des pays exportateurs»

■ Le gouverneur de la Banque d'Algérie, Mohamed Loukal, a indiqué à Washington que l'ajustement au pétrole moins cher a préservé la stabilité économique des pays exportateurs de la région Moanap malgré ses effets sur la croissance.

Par Salem K.

«**D**ans la région Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan (Moanap), l'ajustement des pays exportateurs de pétrole aux faibles niveaux des prix a contribué à préserver la stabilité macroéconomique, bien qu'au prix d'une plus faible croissance et d'une érosion des coussins de sécurité», a déclaré M. Loukal à la réunion du comité monétaire et financier international du FMI. Le gouverneur de la BA est intervenu à cette réunion au nom de sept pays que sont l'Algérie, l'Afghanistan, le Ghana, l'Iran, le Maroc, le Pakistan et la Tunisie. Pour s'adapter à la nouvelle réalité du marché pétrolier, ces pays ont procédé à un ajustement budgétaire, prenant des mesures importantes pour «renforcer la mobilisation des revenus fiscaux, rationaliser la dépense publique et mettre en œuvre les réformes structurelles pour diversifier leurs économies et favoriser l'emploi», a-t-il relevé. A l'opposé, les pays importateurs de pétrole de la région ont enregistré une reprise relativement forte et de meilleures positions extérieures, mais «le défi pour ces pays est de maintenir une croissance forte et inclusive», a précisé le gouverneur. Entre autres défis que le dirigeant de la BA a relevés, figurent le chômage élevé, l'amélioration du climat des affaires et le renforcement des cadres politiques et aux-



Mohamed Loukal, gouverneur de la Banque d'Algérie

quels les pays importateurs doivent apporter des réponses. C'est à ce titre que le gouverneur a appelé le FMI à renforcer son soutien à la région Moanap, à travers «des conseils adaptés aux circonstances et spécificités des pays». L'appui du FMI devrait aussi comprendre un accompagnement des efforts de renforcement des capacités et le financement des programmes en cours. «Une attention particulière doit être dévolue aux pays de la région pour les aider à faire face aux flux considérables de réfugiés et à se préparer à la reconstruction post conflits», a-t-il ajouté. M. Loukal, au nom des sept pays, a réitéré son appel au FMI à continuer à «soutenir les pays à faible revenu, y compris en Afrique sub-saharienne et les pays fragiles en rehaussant les capacités en matière de dépenses de développement et en renforçant la mobilisation des revenus internes et l'approfondissement des marchés financiers». Le gouverneur a salué, à ce propos, l'intégration par le FMI des «Objectifs de développement durable - 2030» dans ses travaux. «Aider les pays à faible revenu à adoucir l'ajustement et à atteindre leurs objectifs

de long terme requiert des ressources adéquates, y compris dans le cadre du Fonds fiduciaire pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance (PRGT)», a-t-il souligné. «Nous demeurons dans l'attente de la revue des facilités en faveur des pays à faible revenu et appelons au renforcement des capacités de prêt du PRGT et au relèvement des niveaux d'accès à ce fonds», a-t-il dit.

## Les réformes pour tacler les défis croissants

Au plan mondial, le patron de la BA a indiqué que «la reprise de l'économie mondiale continuait à gagner en élan», confirmant «le sentier d'amélioration, modéré mais soutenu, observé depuis la deuxième moitié de 2016». Malgré la persistance de différences entre pays, la reprise est largement répartie et soutenue par la croissance de la demande mondiale, a-t-il constaté. Cependant, a-t-il estimé, «beaucoup d'incertitudes persistent quant aux perspectives à moyen terme, qui sont chargées de risques qui doivent être contenus par des politiques

appropriées et la mise en œuvre résolue des réformes». Faible croissance de la productivité, risques d'instabilité financière liés aux politiques monétaires longtempers accommodantes, élargissement des inégalités de revenus, tendances protectionnistes, constituent autant de défis qui peuvent freiner la croissance, a prévenu le gouverneur. «Les réformes doivent être approfondies et s'accélérer dans tous les pays afin de tacler les défis croissants et de plus en plus difficiles auxquels nous faisons face individuellement ou collectivement», a soutenu M. Loukal.

Des réformes structurelles demeurent cruciales pour assurer une croissance durable et inclusive mais doivent être orientées vers l'élimination des obstacles à la croissance, la concurrence et l'innovation, a-t-il préconisé. Pour autant, il a souligné que les réformes devraient être «priorisées et calibrées aux circonstances spécifiques des pays afin de mieux gérer les compromis entre coûts à court terme et bénéfices à long terme». «L'agenda des politiques et des priorités devra être tourné vers le soutien de la reprise et la

construction de fondations solides pour une croissance forte, plus inclusive et plus équilibrée», a recommandé M. Loukal. «Nous soutenons l'agenda de la Directrice générale, qui étaye les politiques et réformes qui peuvent donner des résultats favorables si elles sont mises en œuvre de manière globalement cohérente», a-t-il déclaré. Dans le même sillage, il a relevé que les politiques d'assouplissement monétaire demeureraient nécessaires dans plusieurs pays mais a considéré que le retour à la normalisation monétaire ne devrait pas être retardée indéfiniment afin d'éviter que ses effets secondaires ne soient exacerbés.

## Appel à l'achèvement de la réforme des quotes-parts du FMI

Evocant la réforme des institutions de Bretton Woods, le gouverneur a déclaré que les sept pays continuaient à soutenir la nécessité pour le FMI de disposer de ressources adéquates, de fonctionner sur la base des quotes-parts et d'être moins dépendant des ressources empruntées. «Nous soulignons l'importance de l'achèvement de la 15<sup>e</sup> Revue Générale des quotes-parts à la date des réunions de printemps de 2019, mais pas plus tard qu'à la date des réunions annuelles de 2019, avec l'objectif de renforcer les ressources du FMI», a-t-il plaidé. A cet effet, le gouverneur de la BA a appelé à une révision de la formule de calcul des quotes-parts qui permet de modifier davantage la répartition en faveur des pays émergents et en développement dynamiques, reflétant leur poids croissant dans l'économie mondiale. La révision doit également protéger les quotes-parts des pays les plus pauvres tels que définis dans le cadre de l'éligibilité au PRGT, a-t-il mis en exergue. Le gouverneur a salué, par ailleurs, les efforts déployés ces dernières années pour renforcer la résilience du système financier international, en insistant sur la nécessité de prendre en charge les risques d'instabilité à moyen terme. S. K./APS

## Cimenterie

# L'usine Cilas de Biskra vise l'exportation en 2018

L'usine Cilas de Biskra, d'une capacité de production de 2,7 millions de tonnes par an, envisage d'investir le marché international à l'horizon 2018, a indiqué le directeur de cette usine, Mohamed Belmahdi. «Le plan d'action tracé par la direction de l'entreprise ne se contente plus d'une participation à la couverture des besoins des marchés local et national, mais ambitionne désormais d'exporter, dans moins d'une année, en direction des

marchés européens et africains», a indiqué le même responsable dans un entretien à l'APS. Mise en exploitation en 2016 dans la commune de Djemor, cette cimenterie recourt aux technologies les plus avancées de la filière et exploite un broyeur géant de clinker, classant cette infrastructure parmi les plus importants investissements de la région en matière de production de matériaux de construction. Outre son activité économique, la société

Cilas se veut également une entreprise citoyenne en participant au financement des opérations de solidarité au profit des enfants de familles démunies et en veillant au respect des critères de préservation de l'environnement, a souligné son directeur. Cette usine emploie 600 travailleurs dont une partie est issue de la région, a-t-il indiqué, faisant savoir que plusieurs dizaines de ces travailleurs ont bénéficié de stages de formation qualifiante,

assurés par l'entreprise afin d'en améliorer les performances. Cette société est le fruit d'un partenariat entre le groupe algérien Souakri Frères et le groupe international Lafarge, conformément à la règle d'investissement 51/49. Selon le responsable de Cilas, l'objectif d'exporter une partie de la production pourrait être concrétisé du fait notamment de la présence du groupe Lafarge dans plus de 80 pays. De son côté, la direction de wilaya de l'in-

dustrie et des mines a affirmé que les contours d'un pôle industriel de production de matériaux de construction commencent à se dessiner dans la région avec la présence d'un réseau de structures spécialisées dans ce domaine comprenant, outre la cimenterie Cilas, Biskria Ciment (d'une capacité d'1 million de tonnes par an), 22 unités de briques rouges, 10 carrières et 5 unités de production de calcaire. R. E.

## Mostaganem

# Recrutement de 98 enseignants pour l'année universitaire en cours

■ Pas moins de 98 enseignants universitaires dont 81 maîtres-assistants ont été recrutés par l'université Abdelhamid Ibn Badis de Mostaganem pour l'année universitaire en cours dans différentes spécialités et 17 maîtres-assistants hospitalo-universitaires, a-t-on appris du recteur de cet établissement de l'enseignement supérieur.

Par Ahlem N.

Le professeur Mustapha Belhakem a indiqué que l'encadrement de l'université de Mostaganem dispose de plus de 1 300 enseignants dont 45 hospitalo-universitaires qui encadrent plus de 30 000 étudiants inscrits au titre de l'année universitaire en cours. D'autre part, il a signalé que les nouvelles inscriptions universitaires, qui se poursuivent, ont permis à ce jour l'inscription de 7 133 étudiants nouveaux dont 1 043 à l'école supérieure des enseignants, 541 à l'école supérieure d'agriculture, 117 en médecine, affirmant que l'opération s'est déroulée cette année dans de bonnes conditions avec une maîtrise de la plateforme électronique des inscriptions universitaires. Une nouvelle spécialité a été ouverte cette année en licence professionnelle en électromécanique, technico-électronique au profit de 25 étudiants, en coopération avec le partenaire économique «Câbles algériens» au titre du

programme de coopération avec l'Union européenne (UE). En outre, 117 postes en post-graduation sont ouverts dans 17 doctorats du système LMD à travers différents facultés et départements, s'ajoutant à 950 inscrits au titre de doctorat nouveau système et 680 en doctorat sciences. Concernant la recherche scientifique, le même responsable a souligné que l'évaluation des laboratoires scientifiques lancée par le ministère de tutelle ont donné des résultats négatifs concernant certains laboratoires au niveau de l'université de Mostaganem, signalant que les recherches scientifiques présentées dans les deux dernières années sont au nombre de 400 recherches scientifiques et 116 projets de recherche seulement. M. Belhakem a fait savoir que le projet de base technique pour les analyses physico-chimiques à l'université de Mostaganem est en phase d'élaboration du cahier de charges. Cette base entrera en service l'année prochaine, a-t-il annoncé. Une salle omnisports



PH. > D. R.

a été réceptionnée au titre des projets de l'institut national d'éducation physique au pôle universitaire de Kharouba, qui sera exploitée après son équipement, a-t-il ajouté. L'ex institut

d'agronomie fera, après approbation du ministère de tutelle, l'objet d'aménagement et de réfection pour garder son caractère urbanistique et esthétique. Un bureaux d'études a été choisi

pour cet effet, en attendant le choix l'entreprise et le lancement des travaux prévu en février ou mars prochains. L'université de Mostaganem compte neuf facultés, un institut d'éducation physique, une école nationale supérieure des enseignants, une école supérieure d'agriculture et sept résidences offrant les œuvres universitaires. A.

N./APS

## Tlemcen/ Ecole de pêche de Ghazaouet

## Trois jeunes filles candidates à la formation de patron de pêche

La rentrée de l'école de formation aux techniques de pêche et d'aquaculture (EPTPA) de Ghazaouet (60 km de Tlemcen) a été marquée par la candidature de trois jeunes filles à la formation de patron de pêche, a-t-on appris du sous-directeur de cet établissement. Cette formation de deux années et qui n'est plus le monopole des hommes, a été choisie par ces trois jeunes filles au titre de la rentrée de formation 2017/2018, a indiqué M. Flitti, rappelant que les cours théoriques et pratiques de l'établissement ont débuté le 10 octobre écoulé. L'école assure aux jeunes âgés entre 17 et 30 ans et ayant un niveau d'enseignement moyen ou secondaire, une formation dans les spécialités de l'aquaculture, des techniques de pêche et d'électro-motoriste. Réalisée dans l'optique de développer les métiers de la pêche, celle-ci permet, également, aux jeunes stagiaires de décrocher

leur permis de conduire des moteurs et devenir des marins-pêcheurs diplômés ayant les aptitudes nécessaires pour exercer ce métier, a-t-on expliqué. Avec une capacité de 240 places pédagogiques, dont 140 en internat et la demi-pension pour l'ensemble des stagiaires, l'EPTPA de Ghazaouet qui relève du ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche assure, au total, une douzaine de formations dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture, a-t-on ajouté. Il s'agit de formation à la demande, formation continue et formation de base, entre autres. Il s'agit concrètement de l'obtention de diplômes d'officier mécanicien de 3ème degré, d'électromécanicien, capitaine côtier, technicien en aquaculture et technicien en pêche, notamment des formations variant entre une et deux années, a-t-on fait savoir. Créée par décret exécutif le 11 janvier 2009, l'EPTPA assure, également, des stages

de recyclage pour les professionnels du secteur, des classes spéciales pour la régularisation des marins pêcheurs, ainsi que des journées d'information et de vulgarisation pour la profession. Pour mener à bien ses missions, elle est dotée de neuf classes pédagogiques, deux laboratoires, des ateliers de réparation des filets de pêche et de mécanique, et d'un simulateur de navigation d'embarcations. Cette école vient combler le déficit relevé en matière de formation dans cette région côtière qui compte plus de 2.100 marins pêcheurs et professionnels dans les divers domaines de la pêche, a ajouté le même responsable expliquant que cette infrastructure constitue un outil pédagogique et technique pour améliorer les compétences des marins-pêcheurs en leur inculquant des techniques modernes de la pêche.

Said F.

## Constantine

## Plus de 15 200 élèves bénéficient du transport scolaire

Le nombre d'élèves bénéficiaires du transport scolaire dans la wilaya de Constantine a atteint, cette année, 15 259 scolarisés, tous paliers de l'enseignement confondus, résidant pour la majorité dans les zones rurales et enclavées, a-t-on appris auprès de la direction de l'Education. Le parc de la wilaya en matière de transport scolaire compte actuellement 253 bus, a précisé le chargé de communication au sein de cette direction, Mohamed Salah Merouani, qui a estimé ce nombre «satisfaisant» et répondant aux besoins de l'en-

semble des communes de la wilaya. La part du lion de ce quota, soit 71 bus, a été accordée à la commune d'El Khroub qui regroupe les nouvelles villes Ali Mendjeli et Massinissa, et ce, en raison principalement des transferts de la population vers ces groupements urbains, a-t-il affirmé. Cette situation, a ajouté la même source, a créé un embarras à la commune d'El-Khroub qui se trouve, ainsi, obligée d'assurer le transport à plus de 6 000 élèves. Par ailleurs, 24 bus ont été affectés au bénéfice de la commune de Hamma

Bouziane qui dispose d'un nombre important de zones rurales, 18 ont été réservés à chacune des communes de Constantine et de Didouche Mourad et 13 autres ont été affectés à Benbadis, une collectivité également à caractère rural, a-t-il révélé. Sur les 253 bus destinés au transport scolaire, 65 ont été accordés par les collectivités locales tandis qu'un quota de 26 bus a été remis par le ministre de la Solidarité nationale et de la Famille, a ajouté le même responsable, notant que le nombre d'élèves bénéficiant de ce servi-

ce, à travers la wilaya, représente cette année 7, 01% sur le taux global. Pas moins de 217.669 élèves tous paliers d'enseignement confondus sont inscrits à travers les établissements scolaires de la wilaya dont 111.079 élèves en primaire, 73.690 dans le moyen et 32.900 dans le secondaire, a-t-il souligné. La wilaya de Constantine compte actuellement 61 lycées, 135 CEM et 395 écoles primaires, a-t-on signalé à la direction de l'éducation.

L.T./APS

## Médéa Démolition de dix-neuf constructions illicites à Draa-Smar

AU TOTAL dix-neuf constructions illicites, érigées sur des terrains domaniaux, ont été démolies au lieu-dit Ain Abdelmoula, dans la commune de Draa-Smar, à 4 km à l'ouest de Médéa, dans le cadre d'une opération d'éradication des habitations anarchiques, a-t-on appris auprès des services de la daïra de Médéa. Outre la démolition de ces constructions, édifiées sans autorisation sur des terrains appartenant à l'état, les services de la commune de Draa-Smar ont procédé au remblaiement des fosses creusées sur ce site par de nouveaux occupants de ce terrain, ainsi que la saisie d'une quantité de matériaux de construction trouvaient sur place, a-t-on signalé. Douze constructions avaient été démolies, en septembre dernier, au niveau de ces communes, a-t-on rappelé, précisant que les terrains récupérés à l'issue de ces deux opérations seront destinés à l'implantation de projets d'utilité publique.

R. R.





## Sahara occidental

# La renégociation des accords UE-Maroc ne devrait pas porter préjudice au processus

■ La négociation d'un accord additionnel à l'accord d'association UE-Maroc afin de se conformer à l'arrêt de la Cour européenne de justice (CJUE) sur le Sahara occidental «ne devrait en aucun cas porter préjudice au processus de paix» mené sous l'égide des Nations unies, a affirmé l'eurodéputée Patricia Lalonde citant le Service européen de l'action extérieure (SEAE).

Par Lamine H.

«(...) La renégociation de l'accord ne devrait en aucun cas porter préjudice au processus de paix», a déclaré la députée européenne devant la commission commerce international (INTA) au Parlement européen, assurant que le «SEAE va travailler avec le nouvel envoyé spécial du secrétaire général de l'ONU au Sahara occidental, Horst Kohler». La députée européenne, rapporteur du groupe de la Commission INTA en charge du suivi des accords et négociations de l'UE avec la région Maghreb, a fait savoir que son groupe s'était réuni le 25 septembre dernier, afin d'évaluer les progrès réalisés lors du second round des négociations entre la Commission européenne et les autorités marocaines, tenu à la mi-juillet en vue de «modifier l'accord d'association avec le Maroc à la suite de l'arrêt rendu par la CJUE le 21 décembre 2016, dans l'affaire qui a opposé le Conseil de l'UE au Front Polisario». L'accord recherché comporte, selon cette eurodéputée qui a cité la commission chargée des négociations, trois composantes: la première, relève de la nécessité de se mettre d'accord sur le texte et sur une formulation commune pour modifier l'accord et cela «prendrait la forme d'un échange de lettres», un volet sur lequel, les deux parties auraient bien progressé pour «conclure le plus tôt possible». La deuxième, a-t-elle poursuivi, concerne l'évaluation des bénéfices de cet accord pour «le peuple du Sahara occidental» et la troisième, est d'obtenir son consentement par rapport à ces mesures. Mais, le sujet serait «sensible pour le Maroc», a rappelé la députée européenne, Patricia Lalonde qui a cité le SEAE. Le rapport présenté jeudi par l'eurodéputée française, Patricia Lalonde devant la Commission INTA a «mis à nu le double langage de la Commission européenne» dans le processus de négociation en cours entre l'UE et le Maroc sur l'adaptation des accords commerciaux entre les deux parties, enclenché suite à l'arrêt de la CJUE du 21 décembre 2016, a estimé une source diplomatique. «Tout en feignant de respecter dans ses exposés devant le Parlement européen la terminologie onusienne et le droit international, en parlant du "Peuple du Sahara occidental", la Commission agit dans l'ombre et en catimini, sous la pression du Maroc et de ses lobbyistes au sein de la Commission européenne, pour contourner l'arrêt de la CJUE, en mettant en avant

le concept de "population locale", qui renvoie en fait aux colons marocains, en vue de passer outre le consentement du peuple du territoire du Sahara occidental occupé», a ajouté la même source.

## Mise en garde contre les manœuvres visant à confondre le «peuple» avec la «population» locale

L'intergroupe sur le Sahara occidental au Parlement européen a déjà mis la Commission en garde contre toute manœuvre visant à confondre le «peuple» du Sahara occidental avec la «population» du Sahara occidental, constituée pour une énorme majorité de colons marocains incités à s'installer dans les territoires occupés, soulignant, à ce titre, que la CJUE se réfère explicitement au consentement du «peuple du Sahara occidental». L'intergroupe avait exprimé ses craintes de voir la Commission européenne aller demander le consentement d'une institution ou d'un organe marocain, alors que la CJUE a déclaré que le Maroc et le Sahara occidental sont des territoires distincts et séparés. Par ailleurs, l'eurodéputée Patricia Lalonde a indiqué que, d'après la Commission



européenne, le commerce avec le Sahara occidental «était relativement limité» mais «ils ont besoin d'avoir des informations plus précises sur le flux». La Commissaire européenne en charge du Commerce, Cecilia Malmstrom a indiqué dans une correspondance adressée récemment au président de la commission INTA qui sollicitait des données statistiques sur les échanges de l'UE avec le Sahara occidental, que la valeur des produits transformés de la pêche est estimé à 122 millions d'euros

pour 2016, et que le reste des produits couverts par le marché équivaldrait à 7 000 euros. Pour l'observatoire des ressources naturelles au Sahara occidental (WSRW), l'estimation du flux commercial du Sahara occidental vers l'UE à «seulement 7 000 euros» pour toute l'année de 2016 «défie l'entendement». La chef de la diplomatie européenne, Federica Mogherini, a indiqué en septembre dernier en réponse à une question parlementaire qu'il était difficile pour l'UE de quantifier avec précision,

la part du commerce en provenance du Sahara occidental occupé. Ces tergiversations de la Commission européenne interviennent à un moment où le Maroc vient d'annoncer par la voix de son ministre de l'Agriculture, a mise en place d'une nouvelle zone agricole de 5.000 hectares dans la ville occupée de Dakhla, et ce au mépris du droit international et de l'arrêt de la CJUE qui avait statué que le Sahara occidental est un territoire «séparé et distinct» du Maroc. L. H./ APS

## Tunisie

## Anouar Ben Hassen appelle la société civile à appuyer l'instance électorale

Le président de l'ISIE par intérim, Anouar Ben Hassen, a appelé la société civile et les acteurs intervenant dans le processus électoral à appuyer l'Instance, garante de la transparence et de l'intégrité des élections, et à s'opposer à tout ce qui pourrait porter atteinte à sa crédibilité. L'ISIE est une institution constitutionnelle qui respecte l'application de la loi de par son rôle d'arbitre dans l'opération électorale, a souligné Anouar Ben Hassen, estimant que dans le processus démocratique garant de la stabilité sociale, économique et politique, il est primordial d'accepter les résultats auxquels elle aboutit. A ce titre, a-t-il ajouté dans une déclaration à l'agence TAP, accepter l'avis du tribunal administratif et le valider est très important du fait que cette juridiction est quasi-constitutionnelle en l'absence d'une Cour constitutionnelle. En tant que président de l'ISIE par intérim, a déclaré Anouar Ben Hassen et avec les autres membres de l'Instance Riadh Bouhouch et Nabil Baffoun, «nous nous engageons à respecter l'avis du Tribunal administratif et la feuille de route mise en place à cet effet». La juridiction administrative a mis en place une feuille de route qui prévoit dans une première étape l'élection du président de l'ISIE puis l'organisation d'un tirage au sort ou le renouvellement des

membres du Conseil de l'Instance. L'opération concerne 6 membres (3 parmi les anciens membres et 3 nouvellement élus pour combler les sièges vacants). Rappelons que le Conseil de l'ISIE a voté jeudi (5 voix pour et 4 voix contre) une décision en vertu de laquelle les sièges vacants comblés à la suite de la démission des membres de l'ISIE, en l'occurrence Chafik Sarsar, Lamia Zargouni et Mourad Ben Mouala, remplacent l'opération de tirage au sort pour le renouvellement de tiers des membres du Conseil de l'Instance. L'Assemblée des représentants du peuple (ARP) a annoncé vendredi la liste des candidats en lice pour la présidence du Conseil de l'ISIE. Il s'agit de : Anis Jarboui, Farouk Bouaskar, Mohamed Tlili Mnasri, Nabil Azizi, Nejla Brahem, Nabil Baffoun, Anouar Ben Hassan. L'ARP avait adressé une correspondance à l'ISIE lui notifiant l'expiration des délais du tirage au sort pour le renouvellement du tiers des membres du conseil de l'Instance, conformément aux dispositions des articles 126 et 148 de la Constitution, et de l'article 32 de la loi organique portant création de l'ISIE. L'article 32 de la loi organique portant création de l'instance électorale prévoit expressément que «le tiers du conseil de l'ISIE est renouvelé tous les deux ans». S'agissant des élections

partielles en Allemagne, Anouar Ben Hassen a indiqué que les préparatifs avancent normalement. Une commission de l'ISIE composée de quelques membres et d'agents administratifs s'est déplacée en Allemagne pour aider la section de l'ISIE dans ce pays, a-t-il ajouté, précisant qu'il se déplacera lui-même pour superviser le processus de réception des candidatures.

### Trois individus interpellés à travers le pays pour apologie du terrorisme

Trois individus ont été arrêtés, dans la nuit de vendredi à samedi, à Kasserine, Bizerte et à l'Ariana pour suspicion d'affiliation à une organisation terroriste, annonce le ministère tunisien de l'Intérieur. Interrogés par la brigade de recherches et d'investigation de la garde nationale tunisienne, «les suspects ont reconnu avoir adopté la pensée takfiriste et fait allégeance à l'organisation terroriste auto-proclamée Etat islamique (Daech/El)». Les suspects ont été placés en garde à vue et une action en justice a été intentée à leur encontre pour suspicion d'affiliation à une organisation terroriste et apologie du terrorisme, a précisé le ministère.

Samy O./ agences



Somalie

# Au moins 137 morts et 300 blessés dans l'attentat de Mogadiscio

■ Au moins 137 personnes ont été tuées et 300 blessées dans l'attentat au camion piégé mené samedi dans le centre de Mogadiscio, la capitale somalienne, a-t-on appris, hier, de source policière.

Par Rosa C.

«**N**ous obtenons différents chiffres pour les victimes de la part des centres médicaux, mais nous avons confirmé pour l'instant 137 (morts), la plupart brûlés au point de ne pas être reconnaissables.

Le bilan des morts peut être encore plus élevé, car il y a plus de 300 blessés, pour certains d'entre eux grièvement», a déclaré à l'AFP un responsable de la police, Ibrahim Mohamed.

«Il est très difficile d'avoir un chiffre précis parce que les corps des morts ont été emme-

nés vers différents centres médicaux, et certains d'entre eux ont été enlevés directement par leurs proches pour être enterrés», a-t-il ajouté, précisant qu'il s'agissait du «pire attentat» ayant jamais frappé la Somalie. «Ce que j'ai vu dans les hôpitaux que j'ai visités est indicible. On continue à retrouver des corps et je demande à chacun de venir aider. Les gens sont dans une situation difficile», a pour sa part déclaré le maire de Mogadiscio, Tabid Abdi Mohamed.

«Il n'y a pas de pire tragédie que quand quelqu'un vient voir le corps d'un proche décédé et ne peut pas le reconnaître», a-t-il

souligné. Cet attentat au camion piégé est survenu en milieu d'après-midi samedi sur le carrefour PK5, situé dans le district de Hodan, un quartier commercial très animé de la capitale avec ses magasins et ses hôtels.

Cet attentat n'a pas encore été revendiqué. Mais les islamistes somaliens shebab, affiliés à Al-Qaïda, lancent fréquemment des attaques et attentats-suicides dans Mogadiscio et ses environs.

Les shebab ont juré la perte du fragile gouvernement central somalien, soutenu par la communauté internationale et par les 22 000 hommes de la force de l'Union africaine (Amisom).

Ils ont été chassés de Mogadiscio en août 2011 et ont ensuite perdu l'essentiel de leurs bastions. Mais ils contrôlent toujours de vastes zones rurales d'où ils mènent des opérations de guérilla et des attentats-suicides, souvent dans la capitale, et contre des bases militaires, somaliennes ou étrangères.

R. C.



Ph. &gt; D. R.



## Points chauds

Agacement

Par Fouzia Mahmoudi

Depuis quelques semaines, les cadres de La France Insoumise doivent affronter plusieurs polémiques à la fois. Des polémiques embarrassantes pour le parti qui prétend désormais représenter la principale force d'opposition face au gouvernement «ultra-libéral» d'Emmanuel Macron. Interrogé sur les polémiques qui touchent son mouvement avec notamment les mises en cause de Raquel Garrido, Alexis Corbière ou Danièle Obono, le leader de LFI a été très offensif. «Il y a depuis des mois contre nous une stratégie de la diversion permanente : un coup Mélenchon, puis Garrido, puis Corbière, puis Obono», a-t-il regretté, exhortant que «ces campagnes pourries cessent». Garrido, qui fut l'une de ses principales porte-parole durant la campagne présidentielle, accusée de ne pas avoir payé ses cotisations d'avocate, n'est selon lui pas à mettre en cause. «Elle n'est coupable de rien. C'est une suite de calomnies qui font pschitt les unes après les autres», a-t-il assuré. «La grande question du siècle, c'est est-ce qu'un avocat pauvre qui ne paie pas ses cotisations doit être cloué au pilori instantanément après qu'on lui ait coupé les mains, peut-être parce que c'est un voleur ?, s'est-il insurgé. Il y a 7 000 avocats qui sont dans cette situation. Vous vous en foutez. Les gens crèvent de misère dans ce pays, vous vous en foutez. Mais Raquel Garrido, parce qu'elle est ma porte-parole, ça permet de dire Mélenchon et de taper Garrido». Il y a quelques semaines, la députée Danièle Obono avait suscité l'indignation, notamment à droite et à l'extrême droite. Elle avait appelé à la prudence avant de désigner des comportements «radicalisés», relevant que des attitudes discriminatoires et notamment sexistes peuvent être le fait de quelqu'un de «religieux, ou pas croyant». Mélenchon a répliqué : «Le conducteur de bus qui refuse de succéder à une femme est un con. Ça n'a rien à voir avec la religion». «Lâchez-nous avec la religion. Soixante pour cent des Français n'ont pas de religion et en ont par-dessus la tête», a-t-il demandé aux journalistes. Par ailleurs, il y a quelques jours, une autre polémique a éclaté sur des propos qu'aurait tenus l'ancien candidat à la présidentielle à l'encontre de Manuel Valls. L'ex-candidat à la présidentielle aurait qualifié l'ancien Premier ministre de «nazi». Ce dernier a toutefois indiqué ne pas avoir entendu Mélenchon prononcer ce mot. «Je déclare solennellement la fin du buzz autour de Manuel Valls. Je n'y participerai plus. Ça ne me concerne pas. Fin du buzz», a expliqué Mélenchon, qui avait nié avoir utilisé ce terme. Il a cependant lancé une nouvelle pique à l'ex-Chef du gouvernement, le qualifiant de «personnage politique à la ramasse et en perte de politique». «Attaquez-nous sur nos idées, arrêtez de persécuter les gens», a conclu, visiblement irrité, le chef de file de LFI. Reste que contrairement à certaines polémiques éphémères qui émergent chaque semaine, celles touchant les cadres de son mouvement politique se basent, malgré son agacement, sur des faits concrets que Mélenchon tente de rejeter, mais avec une difficulté visible. Reste à espérer pour lui et son mouvement que les scandales à répétition se tariront dans les mois à venir, pour permettre à son mouvement de se concentrer sur ses objectifs politiques.

F. M.

Venezuela

## Retour aux urnes après des mois de protestations

L'Assemblée constituante, les anti-Maduro ont revu leur stratégie et appellent la population à voter pour «libérer le pays de la dictature de Maduro», selon un des leaders de l'opposition, Henrique Capriles. Le chef de l'Etat socialiste considère, lui, avoir remporté le bras de fer dans la rue et fait de ce scrutin une victoire de la démocratie socialiste. Celui qui ira voter le fera en faveur de la Constituante et de la démocratie révolutionnaire», a déclaré le président à la veille du scrutin. Nicolas Maduro a d'ores et déjà prévenu que les futurs gouverneurs élus devront «prêter serment et se soumettre» à l'Assemblée constituante, faute de quoi ils seront destitués. Ce qui laisse entrevoir un nouveau bras de fer dès aujourd'hui, l'opposition ayant rejeté cette exigence. «Je suis motivée pour aller voter, car la situation est grave. Il faut se battre pour manger. Tu peux dépenser un demi-salaire pour un repas», déclare à l'AFP Teresa Paredes, 55 ans. Le camp du président Maduro détient 20 des 23 Etats au Venezuela, les trois gouverneurs restants étant membres de la coalition d'opposition. Les instituts de sondage anticipent 11 à 18 gouverneurs pour le camp anti-Maduro. Le

taux de participation sera décisif, une abstention élevée jouant en faveur du gouvernement, estiment les analystes. «Il ne s'agit pas de battre Maduro. C'est une journée historique, le début d'une nouvelle étape de pression qui va se poursuivre», a prévenu le député Freddy Guevara, un des leaders de l'opposition, qui fait face au découragement de ses partisans. «La haine accumulée et l'impuissance face au manque de solution à la crise font de ces élections une opportunité pour envoyer un message de mécontentement», a déclaré à l'AFP Jesus Seguias, directeur de l'institut DatinCorp. Plombé par un taux d'impopularité record, 80% des Vénézuéliens rejettent son action, le chef de l'Etat cherche à retrouver un peu d'air, tant au Venezuela qu'à l'extérieur après une série de sanctions financières américaines. Le dialogue entre ces deux camps antagonistes, qui avait timidement repris début septembre en République dominicaine, a été gelé depuis, l'opposition estimant que les conditions n'étaient «pas réunies». Nombre de Vénézuéliens n'ont plus d'espoir dans la capacité des hommes politiques à sortir le pays de la crise. Le Fonds monétaire international (FMI) prévoit un effondrement du PIB de 12% en 2017 et une inflation de 652,7%. Aucun observateur international n'a été accepté pour le vote d'hier.





Festival international de musique symphonique

# Des extraits de «La Traviata» présentés en ouverture

■ Le neuvième Festival international de musique symphonique, qui verra la participation de treize pays dont l'Italie comme invité d'honneur, s'est ouvert samedi soir à l'Opéra d'Alger Boualem-Bessaih.

Par Abla Selles

Sous la direction du maestro Amine Kouider, l'Orchestre symphonique national (OSN) – désormais renommé Orchestre de l'Opéra d'Alger –, soutenu par une vingtaine d'instrumentistes et chanteurs lyriques italiens, ont revisité lors de la soirée inaugurale de la neuvième édition du Festival international de la musique symphonique, des extraits de «La Traviata», une des œuvres les plus anciennes et célèbres du compositeur italien Giuseppe Verdi (1813-1901).

Dans une fusion musicale de haute facture agrémentée par l'Ensemble italien «Arco Magico Chamber Orchestra», dont font partie les chanteurs lyriques Gaia Gaia Petrone, Giuseppe Talamo et Massimiliano Fichera, les membres des deux formations ont accordé leurs violons pour exécuter l'œuvre «Poème symphonique» en hommage à son auteur, compositeur et arrangeur, l'Algérien Rachid Saouli, disparu en septembre dernier.

Nombreux à assister à cette soirée inaugurale de ce festival qu'abrite depuis l'an dernier l'Opéra d'Alger Boualem-Bessaih, le public a admiré et



PH. &gt; D. R.

applaudi ses prouesses des soixante-douze instrumentistes et chanteurs lyriques algériens et italiens, dirigés par Amine Kouider. Présent à la cérémonie, le ministre de la Culture, Azzedine Mihoubi, a souligné dans son allocution d'ouverture que le Festival international de musique symphonique était un «rendez-vous très attendu par les passionnés de cette musique savante».

Réitérant le soutien de l'Etat qui continue à accompagner cet événement culturel de portée universelle, le ministre a salué la participation de l'Italie, «précur-

seur» et une «référence» de ce registre musical.

Pour sa part, le commissaire du festival, Abdelkader Bouazzara, a relevé l'«intérêt» et l'«enthousiasme» du public pour la musique symphonique qui tend à s'incruster dans le paysage musical algérien.

Le ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Hassen Mermouri et son homologue nigérien, Ahmet Boto, qui effectue une visite de travail en Algérie ainsi que l'ambassadeur d'Italie en Algérie, Pasquale Ferrara, ont assisté à la cérémonie d'ouverture de cette édition dédiée symboli-

quement à la mémoire du compositeur Rachid Saouli.

Outre l'Algérie, treize pays dont la Tunisie, la Syrie, l'Allemagne, le Japon et le Mexique, participent à ce festival qui se poursuivra jusqu'au 18 octobre à l'Opéra d'Alger.

Organisé depuis 2009, le Festival international de musique symphonique est un rendez-vous annuel qui réunit chaque année une pléiade de grands noms de la musique symphonique universelle qui se produisent en concert devant un public d'initiés.

A. S.

## Musique classique et andalouse

### La ville romaine vibre sur des rythmes variés

La ville romaine de Tipasa a vibré samedi sur les tons de la musique classique mondiale et des chants de l'authentique musique andalouse, animé par l'orchestre autrichien de musique classique, invité d'honneur de l'initiative organisée pour la deuxième fois consécutive.

La scène de l'ancien temple de la ville romaine a vu se succéder, à l'ouverture de cette soirée organisée par la wilaya de

Tipasa en coordination avec l'ambassade d'Autriche, l'Orchestre symphonique autrichien, l'orchestre de la wilaya de Tipasa, et la troupe de zorna de la ville de Cherrhell.

Conduite par Belkacem Bouteffa, la troupe de zorna de la ville de Cherrhell a inauguré la soirée par une musique qui a enchanté les amoureux de la musique classique internationale et de l'art andalou parmi les

membres du corps diplomatique accrédité en Algérie.

L'orchestre autrichien a interprété ensuite des œuvres classiques de compositeurs mondialement connus.

Les amoureux de musique andalouse ont pu apprécier des notes jouées avec brio par les jeunes de l'orchestre de la wilaya de Tipasa.

Ces initiatives qui s'inscrivent dans le cadre des accords de

coopération culturelle entre l'Algérie et l'Autriche sont une occasion de «renforcer les fortes relations unissant nos deux pays», a indiqué l'ambassadeur d'Autriche en Algérie, M<sup>me</sup> Franziska Honsowitz.

F. H.

## Théâtre «Amar-Laskri» à Bouira

### Des soirées de rap et de rai à l'honneur des jeunes chanteurs

Le siège du théâtre régional «Amar-Laskri» de la ville de Bouira a ouvert samedi ses portes aux jeunes chanteurs de rai et de rap, dans le cadre d'une série d'activités artistiques initiées par la direction de la culture pour encourager les jeunes talents.

La grande salle des spectacles du théâtre était pleine à craquer dont le public est composé essentiellement de jeunes de la ville de Bouira, amoureux de musique rai et rap. Plusieurs

groupes de jeunes rappeurs se sont succédé sur la scène, interprétant leurs meilleurs tubes retraçant la vie quotidienne et les rêves des jeunes en Algérie.

Une dizaine d'autres jeunes engagés dans la chanson rai ont pu également égayé le public présent grâce à leurs mélodieuses voix et à la complémentarité de la musique avec les paroles d'amour et de nostalgie ayant tant subjugué les jeunes présents à ce gala.

«Nous avons organisé ce gala

dans le cadre des différents activités artistiques et musicales de la direction de la culture visant à créer de la dynamique en milieu juvénile en les encourageant à promouvoir leurs talents dans la chanson rai et rap à Bouira», a expliqué à l'APS le directeur de la culture, El-Hachemi Bouhired.

Ainsi, la direction de la culture a décidé d'ouvrir les portes du théâtre régional pour permettre aux jeunes de s'exprimer via une série de concerts et de galas, ainsi que par le biais des

séances de poésies et de pièces théâtrales programmées dans le même cadre, a ajouté le responsable.

Le jeune chanteur Khaled a profité de cette occasion pour enchanter le public bouirai par ces belles chansons comme celles de «Bye bye maman», «Bladi chabba», ou encore «Ana Djazairi», parfaitement interprétées durant le concert.

M. K.

## RENDEZ-VOUS CULTURELS

Galerie Mohammed-Racim (7, avenue Pasteur, Alger)

Jusqu'au 19 octobre :

Exposition «Les couleurs tourmentées» de l'artiste peintre Abdelhalim Kebieche.

Galerie de la Fondation Ahmed-et-Rabah-Asselah (Alger-Centre)

Jusqu'au 28 octobre :

Exposition de peinture de l'artiste Katia Challal.

Musée national public d'art moderne et contemporain d'Alger

Jusqu'au 29 octobre :

Exposition «Paysages et portraits dans la collection du Musée».

Institut français d'Alger (Alger-Centre)

Jeudi 19 octobre à 18h :

Conférence «Pourquoi le Maghreb est essentiel pour la France» par Hakim El Karoui, normalien, agrégé de géographie. Entrée sur carte d'accès, dans la limite des places disponibles. Réservation à l'adresse : [rencontreavechakimelkaroui2017.alger@if-algerie.com](mailto:rencontreavechakimelkaroui2017.alger@if-algerie.com)

Basilique Notre-Dame-d'Afrique (Bologhine, Alger) Samedi 4 novembre de 19h30 :

Chant lyrique «Prières et invocations» avec la soprano Aurélie Loilier et la pianiste Qiaochu Li. Entrée sur carte d'accès. Réservation des places à l'adresse : [chantlyriqueprieresetinvocations4nov2017.alger@if-algerie.com](mailto:chantlyriqueprieresetinvocations4nov2017.alger@if-algerie.com)

Opéra d'Alger Boualem-Bessaih (Ouled Fayet, Alger) Jusqu'au 18 octobre à partir de 18h30 :

9<sup>e</sup> édition du Festival culturel international de musique symphonique. Invitée d'honneur : Italie. Entrée : 500 DA.

Théâtre régional Abdelkader-Alloula d'Oran

Jeudi 19 octobre à 19h :

Spectacle «Errances» de Lila Borsali.

Entrée : 500 DA.

Complexe culturel

Abdelwahab-Salim (Chenoua, Tipasa)

Jusqu'au 16 octobre :

Exposition de l'artiste Farah Laddi.

Galerie Seen Art (156

Lotissement El-Bina, Dély-Ibrahim, Alger)

Jusqu'au 22 octobre :

Exposition de peinture «Ecllosion» de l'artiste Hasna Naouel Khatir.

Galerie Asselah (39, rue Asselah-Hocine, Alger-Centre)

Jusqu'au 17 octobre :

Exposition de peinture de l'artiste peintre Bachir Bencheikh.

Galerie d'arts du Sofitel Algiers Hamma Garden (El-Hamma, Alger)

Jusqu'au 31 octobre :

Exposition «Identité» de l'artiste peintre Dounia Hedid.



## Coup-franc direct

### Les critères bafoués

Par Mahfoud M.

En faisant le choix de confier la barre technique de la sélection nationale à l'ancienne star de l'EN, Rabah Madjer, les responsables de la FAF et ceux qui ont été derrière sa nomination ne se rendent pas compte qu'ils font une erreur qu'il sera difficile de gérer. En effet, beaucoup se demandent quels sont les critères que les ont poussés à confier les rênes de la sélection nationale à Madjer alors qu'il n'a pas réussi sa carrière de coach. Il n'a non seulement pas les diplômes requis mais n'a pas exercé le temps qu'il faut, que ce soit au niveau de l'EN ou des clubs locaux ou étrangers. Ses seules expériences sont justement l'EN à deux reprises sans résultats probants, ainsi que les jeunes de Porto et une brève expérience au Qatar. De plus, il faut savoir que Madjer a refusé de se faire recycler et se contente de son passé en tant que joueur où, certes, il surclassait tout le monde par sa classe et sa technique mais ce n'est pas suffisant pour prendre le poste de sélectionneur national. Les responsables de la balle ronde nationale ne se rendent pas compte des retombées de cette désignation, mais ce qui est sûr c'est qu'ils ont bafoué les critères exigés pour la désignation d'un entraîneur.

M. M.

### Premier Open fédéral jeunes de tennis de table L'équipe de Boudouaou se distingue

LES ATHLÈTES de l'équipe de Boudouaou se sont distingués, samedi à Ain Defla, à l'occasion du déroulement des finales du 1<sup>er</sup> Open fédéral jeunes de tennis de table, ouvert la veille à la salle omnisports de la ville. Au cours de cette manifestation qui a drainé un assez nombreux public, les sportifs de l'équipe de Boudouaou sont montés à six reprises sur le podium (dont 2 sur la plus haute marche), suivis de ceux de l'équipe d'El-Khrout puis de celle d'El-Harrach. Tout en relevant le niveau «satisfaisant» de la compétition, le président de la Fédération algérienne de tennis de table, Chérif Derkaoui, a soutenu que pareille compétition constituait une «bonne opportunité pour améliorer le niveau technique des athlètes». Selon lui, «ces opens permettent de détecter les jeunes talents susceptibles de renforcer les rangs

de l'équipe nationale», faisant état d'échecs internationaux proches à l'image du championnat d'Afrique prévu en Côte d'Ivoire en 2018 mais surtout des Jeux africains de la jeunesse que l'Algérie abritera au mois de juillet de la même année. Evoquant l'équipe de tennis de table d'Ain Defla, il a assuré qu'au regard des quelques facettes de jeu qu'il a eues à voir, cette dernière «est promue à un bel avenir pour peu que les cadences de travail et de rigueur soient maintenues». Se disant aux anges après la première place décrochée dans la catégorie des minimes, Ferhi Asma de l'équipe de Boudouaou a, pour sa part, fait remarquer que son séjour à Ain Defla lui a permis «de se faire de nouveaux amis en un court laps de temps», observant que «seul le sport est à même de permettre cet état de fait».

### Championnat arabe des clubs de cyclisme à Biskra Alovich Alexandre l'emporte

LE CYCLISTE Ukrainien, Alovich Alexandre du Club émirati Ennasr a remporté, samedi, la médaille d'or du contre-la-montre individuel au championnat arabe des clubs champions de cyclisme organisé à Biskra, en 49 mn22' devant l'Algérien Azzeddine Laâgab du GSP. Le champion arabe 2017, qui a parcouru la piste avec une vitesse moyenne de 46,45 km/heure, a déclaré à la fin de la course être fier d'avoir décroché ce titre qui s'ajoute à son palmarès. De son côté, le cycliste algérien, Azzeddine Laâgab du GS Pétroliers, a décroché la médaille d'argent, en terminant la course en 50 mn12', alors que son compatriote, Mansouri Hamza (groupement Sovac), couronné d'une médaille de bronze, a parcouru le circuit en 50 mn 59'. Pas moins de 16 cyclistes issus de huit clubs ont

pris part à cette course de 38 km. Les coureurs qui ont entamé l'épreuve depuis la place de la Liberté au centre-ville de Biskra, sont passés par la commune d'El Outaya avant de retourner au point de départ. Les athlètes participants à la 9<sup>e</sup> édition du Championnat arabe des clubs champions de cyclisme reprendront lundi la compétition après une journée de repos pendant laquelle ils visiteront plusieurs sites touristiques à travers les oasis des Ziban. Le Championnat arabe est organisé par l'Union arabe de cyclisme en collaboration avec la Fédération algérienne de cyclisme et la Direction de la jeunesse et des sports (DJS) de la wilaya de Biskra.

### Equipe nationale

## La nomination de Madjer est imminente

■ La nomination de l'ancienne gloire de l'EN des années 80, Rabah Madjer, à la barre technique de la sélection nationale est une question de jours, si ce n'est d'heures, selon des sources proches du premier responsable de la FAF, Kheireddine Zetchi, qui aurait tranché la question avec ses proches collaborateurs, notamment ses deux adjoints, les vice-présidents, Bachir Ould Zemerli et Rebbouh Haddad.

Par Mahfoud M.

Tout a été mis au point et les responsables de la FAF se seraient entendus pour confier l'EN à Madjer qui est bien parti pour faire son troisième passage à la tête de la sélection et succéder à l'Espagnol Lucas Alcaraz. Les membres du BF qui avaient dans un premier temps pensé à l'entraîneur du club qatari de Lekhwiya, Djamel Belmadi, se sont vite entendus sur Madjer, pensant qu'il ferait l'unanimité dans le public. Toutefois, ils ont oublié certains paramètres, notamment le fait qu'il n'a pas exercé depuis 15 ans, c'est-à-dire depuis 2002, avant qu'il ne soit limogé pour insuffisance de résultats. Certains avancent même le fait qu'il n'ait pas de diplôme sachant qu'il refusait à chaque fois des séances de recyclage que ce soit ici en Algérie ou à l'étranger, pensant que son passé de joueur professionnel est suffisant pour être nommé sélectionneur national.



Madjer prochain coach des Verts ?

Tout cela n'est pas en sa faveur et devrait lui créer des problèmes, surtout que la FAF à un certain moment avait demandé à tous les entraîneurs de se faire recyclé s'ils souhaitaient exercer en Lignes I et II. Par ailleurs, certains pensent que la fédération ne doit pas laisser Madjer seul à la tête du staff technique national et qu'on doit désigner avec lui un adjoint capable d'apporter le plus et surtout d'être préparé pour l'avenir au cas où les choses ne marcheraient pas

avec le premier responsable du staff technique national. Sur un tout autre sujet, on croit savoir que la FAF a conclu avec l'ancien coach de l'USMH, Boualem Charef, qui devrait être désigné DEN et coach de la sélection des moins de 23 ans et que les contacts avancent avec l'ancien sélectionneur national Rabah Saâdane, auquel on devrait confier le poste de DTN.

M. M.

### Match avancé de la 7<sup>e</sup> journée de la Ligue I Le PAC à l'assaut du DRBT

Programmé au stade de Bologhine, le match avancé qui mettra aux prises le Paradou AC au DRBT adjenant pour le compte de la 7<sup>e</sup> journée de la Ligue I se jouera ce lundi. Les gars du PAC qui ont réussi un nul flatteur face au NA Hussein-Dey souhaitent confirmer leur retour en force en réussissant à s'imposer face à Tadjenant. Les

Jaune et Bleu savent ce qui les attend lors de cette rencontre et se donneront à fond pour tenter de prendre une place rassurante dans le classement général. Certes, ce ne sera pas facile face à une formation qui voyage bien et qui ne se laissera pas faire, mais les poulains de Noguès sont décidés à prendre les trois points. Toutefois, le DRBT n'est

pas facile à manier étant donné qu'il a déjà réussi de bons résultats à l'extérieur de ses bases. Les poulains de Mouassa sont décidés à aller encore de l'avant et pourquoi pas revenir avec les trois points du succès qui leur permettront de grignoter encore des places au classement général. L'essentiel est que le DRBT ne se déplacera pas en victime expiatoire et tentera tout pour revenir au moins avec le point du nul qui serait une bonne chose en soi, étant donné qu'il s'agit d'une confrontation qui se joue à l'extérieur de ses bases.

M. M.

### Ligue 1 Mobilis (6<sup>e</sup> journée)

## Le MCO bat l'USMH sur le fil

Le MCO Oran s'est imposé (3-2, mi-temps 1-0) chez l'USMH El Harrach, en match de clôture de la sixième journée de Ligue 1 Mobilis, disputé samedi au stade du 20-Août (Alger). Les Harrachis pensaient avoir fait le plus dur en reprenant l'avantage au score (2-1), mais l'entrée en jeu de Mohamed Amine Aoued a tout remis en cause, car un but et une passe décisive de cet ancien milieu offensif du CR Belouizdad a permis au MCO de l'emporter finalement (3-2). Les choses avaient mal commencé pour les Harrachis, ayant concédé l'ouverture du score dès la 23<sup>e</sup> minute devant Tiâiba, avant de se ressaisir et de renverser la vapeur en seconde période, d'abord par Mellal qui a égalisé sur penalty à la 52<sup>e</sup>, puis par Banouh, qui avait permis aux Jaune et Noir de mener provisoirement (2-1). Le coaching de l'entraîneur tunisien Moez

Bouakez a été cependant gagnant, puisque Aoued, qu'il a incorporé à quelques minutes de la fin, a changé l'issue de cette rencontre. D'abord en déposant le ballon sur la tête de Souibaâ pour l'égalisation (2-2/89'), puis en inscrivant lui-même le but de la victoire (3-2/90'+2). Une bien mauvaise affaire pour les Harrachis qui n'ont pas encore remporté le moindre succès en Ligue 1 cette saison et qui restent lanterne rouge de la Ligue 1 Mobilis, où ils partagent la dernière place avec le nouveau promu, l'USM Blida, avec un point chacun mais avec un match en moins pour les Harrachis contre l'USM Alger. La bonne affaire est donc pour le MCO, qui grâce à cette précieuse victoire en déplacement se hisse à la 4<sup>e</sup> place du classement général, qu'il partage ex aequo avec la JS Saoura, avec 11 points chacun.

### Volley-ball/FAVB L'AG prévue pour le 19 octobre

LA FÉDÉRATION algérienne de volley-ball tiendra une assemblée générale extraordinaire le 19 octobre courant, a indiqué l'instance fédérale sur son site officiel. Plusieurs points sont à l'ordre du jour de cette assemblée générale qui débutera à 14h00, à l'hôtel Menasria de Ain Benian (Alger). Il s'agit de l'amendement et l'adoption des textes réglementaires des statuts, règlement intérieur, règlements généraux et le système de compétition chez les seniors >messieurs et dames».



# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejouralgerie.com>

Tizi Ouzou

## Les cantines scolaires fonctionnelles dès ce mercredi

LES CANTINES scolaires de la commune de Tizi Ouzou vont enfin ouvrir leurs portes pour restaurer les élèves à la faveur de la réunion du conseil d'administration chargé de leur gestion, tenue hier. Il a été décidé d'attribuer les marchés des 39 écoles regroupées sous forme de 7 zones à des fournisseurs par la procédure du gré à gré après avoir déclaré l'avis d'appel d'offres lancé il y a quelques semaines infructueux. Les cantines devraient être fonctionnelles à nouveau à partir de mercredi prochain, avons-nous appris auprès d'un membre dudit conseil d'administration. Le montant du marché est de 5

milliards de centimes qui couvriront les dépenses de ces cantines pour la période du premier trimestre en attendant de lancer un autre appel d'offres pour le reste de l'année scolaire. L'annonce de la nouvelle a été accueillie avec soulagement par les parents d'élèves des écoles primaires de la commune du chef-lieu de la wilaya. Et c'est la fin de leur galère qui aura duré plus d'un mois. Il faut rappeler que le passage de la gestion de ces cantines de la compétence de la direction de l'éducation à celle de la commune a été à l'origine de ce retard dans leur ouverture dans la commune de Tizi Ouzou. H.M.

Oran

## Le terroriste Mokhtar Belmokhtar condamné à la peine capitale

LE TERRORISTE Mokhtar Belmokhtar, alias Belaouar, a été condamné, dimanche par le tribunal criminel d'Oran, à la peine capitale par contumace pour création et gestion d'une organisation terroriste, ainsi que pour la détention, l'importation, l'exportation et la commercialisation d'armes et de munitions. Auparavant, le représentant du ministère public avait requis la peine capitale contre Mokhtar Belmokhtar, chef du groupe terroriste Aqmi. Cette affaire est revenue, dimanche, au tribunal criminel d'Oran où elle a été de nouveau jugée, après cassation. Mokhtar Belmokhtar, actuellement en fuite, a été jugé en 2012, et condamné par contumace à la réclusion criminelle à perpétuité. Le verdict a été rendu

par le tribunal criminel d'Oran en mai 2012, à l'issue du procès de neuf membres d'un groupe terroriste dont quatre en fuite, y compris Mokhtar Belmokhtar. Ses trois complices, toujours en cavale, avaient écopé par contumace de 20 années de prison ferme. En outre, cinq autres personnes, toutes originaires de la wilaya d'Oran, étaient présentes à leur procès, à l'issue duquel quatre d'entre elles ont été condamnées à huit années de réclusion criminelle et le cinquième a été acquitté, faute de preuves. L'affaire a éclaté en avril 2011. Les mis en cause projetaient d'enlever des ressortissants étrangers, précisément des ouvriers en charge de la réalisation du tramway d'Oran. K. L.

Condoléances du ministre de la Culture

## Décès de l'architecte André Ravereau

C'EST avec beaucoup de peine et de tristesse que Monsieur Azzedine Mihoubi, ministre de la Culture a appris le décès de l'architecte français André Ravereau, jeudi 12 octobre 2017 à l'âge de 98 ans. André Ravereau, un grand amoureux de la vallée du M'zab et du désert algérien, qu'il découvre en 1949, alors qu'il est encore étudiant en architecture à l'École des Beaux-Arts de Paris et où il fonde en 1959, son «atelier du désert». Il était l'initiateur de la création de l'Office de la préservation de la vallée du M'zab. C'est à Ghardaïa en effet qu'il s'initie à l'architecture ibadite et l'enseigne à plusieurs générations. Il sera un temps architecte des monuments historiques en Algérie, et chargé de mission par l'Unesco pour la citadelle de La Casbah d'Alger. C'est lors de cette affectation qu'il parviendra à sauver une grande partie du patrimoine culturel et architectural du pays. Il

obtiendra, entre autres, la classification au Patrimoine mondial de l'Unesco, la ville de Ghardaïa et la mosquée de Sidi Okba. Auteur de l'ouvrage «Le M'zab, une leçon d'architecture», André Ravereau livre toute sa passion pour l'architecture et l'urbanisme mozabite. Il propose, bien avant le concept de «développement urbain durable» de «s'intéresser au lieu, aux traditions, au climat, pour inscrire le projet d'architecture dans l'épaisseur d'une culture, privilégiant l'enracinement dans le site». Et c'est en reconnaissance à ses travaux que l'architecte André Ravereau a été élevé en 2012 au rang de l'Achir de l'Ordre du mérite national. Aujourd'hui avec sa disparition c'est aussi un grand ami que l'Algérie vient de perdre, soucieux pour la sauvegarde de son patrimoine et la persévérance de sa culture.

«À Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons».

## LA CHUTE VERTIGINEUSE DU BARILE DE PÉTROLE CONTINUE



Loumis

Djalou@hotmail.com

Plus haut village de Kabylie

## Tifardoud lauréat du concours du village le plus propre

Le village Tifardoud de la commune d'Abi Youssef (53 km au sud-est de Tizi Ouzou) a été déclaré hier comme le village le plus propre de la région par le jury du concours qui porte le même nom, que l'Assemblée populaire de wilaya (APW) organise depuis 2012.

Par Hamid Messir

Le plus haut village de Kabylie située à 1 197 m d'altitude était sans doute pressenti pour gagner ce concours depuis la fin des travaux d'aménagement et d'embellissement entamés au printemps dernier en prévision justement de cette compétition pour la propreté. Au plus haut du podium parmi les 78 villages des 1 500 que compte la wilaya de Tizi Ouzou. Il a rafilé ainsi le premier prix d'un montant de 8 millions de dinars destinés à la prise en charge de toutes les opérations liées à l'aménagement et l'embellissement. A l'annonce de ce verdict, hier, au cours d'une cérémonie organisée à la maison de la culture Mouloud-Mammeri de Tizi Ouzou, les représentants de Tifardoud ont crié de joie d'avoir gagné cette place pour laquelle ils s'étaient mobilisés pendant plusieurs semaines. Toujours au titre de l'édition 2017 du concours du village le plus propre de la wilaya de Tizi Ouzou, 7 autres villages ont été primés en leur octroyant des cagnottes de 3 à 7 millions de dinars. Il s'agit des villages de Talvent de Zekri (2), d'Ibekarene de Bouzeguène (3), de M'haga d'Idjeur (4), de Laghroune de Mekla (5), de Houara de Bouzeguène (6), d'Izaouiène de Souk El Thenine (7) et de



Ph. M. Zaïrouf, A.

Tighilt Mahmoud de Souk El Thenine (8). Ce concours ne doit aucunement occulter l'insalubrité qui règne en Kabylie même s'il faut féliciter ses initiateurs dont le défunt président de l'APW, Rabah Aissat. Car comme l'avait souligné hier le président de la commission de l'environnement de la même institution, l'impact de cette compétition est

plus important que toutes les journées d'étude consacrées à la problématique cruciale que vit la Kabylie ces dernières années, à savoir, la prolifération des décharges sauvages à tel point que tous les 1 500 villages de la wilaya on en trouve au moins une ou plus. H. M.

«17 octobre 1961, devoir de mémoire»

## Conférence de l'historien Fouad Soufi

LA LIBRAIRIE Chaïb Dzair de l'Anepe vous convie à une conférence intitulée «17 octobre 1961, devoir de mémoire», animée par l'historien Fouad Soufi, le mardi 17 octobre 2017 à partir de 15h à la librairie Chaïb Dzair, sise 1, avenue Pasteur - Alger-Centre. Le public est convié.